

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 20 décembre 2023

Objet n° 20 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mme Lorraine De Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mmes Marie Gervais, Patricia D'hoir, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Échevin; Mme Claire Geraets, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkoui, Elyass El Yakoubi, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mamadou Bah, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales - Exercices 2024 à 2028 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 0 et 7 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu les dispositions du règlement général de police commun aux 19 communes Bruxelloises ;

Vu les dispositions du règlement de police sur l'occupation de l'espace public à des fins commerciales ;

Vu les dispositions du règlement communal d'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 16 décembre 2020 votant le règlement-taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales pour les exercices d'imposition 2020 à 2023 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que l'activité visée par le règlement-taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant que l'occupation de la voie publique est considérée comme une source de nuisance car elle obstrue la circulation des piétons ;

Considérant que la perception de la taxe visée par le présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant que, conformément à l'objectif de promotion de la vie sociale et culturelle, il est nécessaire d'exonérer de la taxe l'occupation de la voie publique à l'occasion des événements qui figurent au programme des fêtes communales pour autant que les commerçants utilisent la partie de la voie publique qui se trouve devant leur commerce ;

Considérant que la baisse des revenus résultant des perturbations liées aux travaux publics devrait être compensée par l'octroi d'une réduction de la taxe en fonction de la durée des travaux ;

Considérant que l'exonération prévue pour le premier chevalet, présentoir ou dispositif portant la carte d'un établissement Horeca, à condition qu'il soit placé dans le périmètre d'une terrasse, d'un débit de boisson ou d'un restaurant et pour autant qu'une autorisation ait été donnée par l'Administration communale à cet effet, se justifie dans la mesure où l'occupation sur la voie publique en question fait partie de l'activité normale de ce type d'établissement ;

Considérant que l'exonération prévue pour les distributeurs automatiques de préservatifs se justifie dans la mesure où elle poursuit un objectif sanitaire d'intérêt général, à savoir la lutte contre la propagation du VIH ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune, avec l'aide de l'indexation automatique ;

Vu, pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 10 octobre et 5 décembre 2023 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

DECIDE

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 à 2028, une taxe communale sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions :

- l'étalage de marchandises, tables, chaises, bancs, terrasses et tout autre dispositif complémentaire placé sur la voie publique;
- rôtissoire, chevalets, présentoirs ou étendards de publicité commerciale placé sur la voie publique ;
- les distributeurs automatiques de produits divers pouvant être utilisés de la voie publique.

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

- **Voie publique**: les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale. Les voies de circulation y compris les accotements et les trottoirs affectés en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous. Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, les parcs, jardins, plaines et aires de jeu publics.
- **Rôtissoire**: armoire chauffante équipée de broches et destinée à rôtir les viandes.
- **Chevalet** : dispositif simplement posé sur le sol, à simple ou double face, destiné à supporter une enseigne, une publicité ou une information (menus, prix, promotions) et pouvant être déplacé.
- **Présentoir** : dispositif rotatif ou non destiné à la présentation de marchandises.
- **Etendard** : pièce d'étoffe attachée à une hampe, portant l'insigne, le symbole, les couleurs du commerce ou d'un produit commercial.
- **Distributeur automatique** : appareil qui, après insertion ou non de pièces de monnaie ou de tout autre moyen de paiement, distribue un produit ou fournit un service. Sont également soumis à la taxe, les distributeurs automatiques qui, bien que ne touchant pas le sol, sont suspendus au-dessus de la voie publique et rendent ainsi impossible l'utilisation de celle-ci.

Article 3

§1. Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement est soumise à autorisation préalable du Bourgmestre ou de l'autorité communale compétente.

§2. L'autorisation reste valable jusqu'à sa révocation ou à son retrait. Le retrait de l'autorisation par l'administration ou une renonciation par le contribuable ne donne aucun droit à obtenir une indemnité quelconque ni un remboursement du montant de la taxe qu'il aurait déjà payé.

§3. En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 4

La taxe est due annuellement par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente, à compter du 1^{er} janvier.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public. Elle est due dans son entièreté et n'est pas divisible quelle que soit la date du placement des objets taxables sur la voie publique.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la Commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 5

Les taux annuels, au 1^{er} janvier 2024, sont de :

- **Pour le placement de tables, chaises, bancs et autre dispositifs complémentaires, dits « les terrasses », par mètre carré de surface autorisée :**

Taux 1	Par mètre carré de surface autorisée	21,23 €
Taux 2	Avec plancher ou autre dispositif et non démonté en hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12)	58,98 €
Taux 3	Terrasse fermée	73,13 €
Taux 4	Cotisation minimale	187,55 €

Est à considérer comme « **terrasse fermée** », toute surface autorisée, séparée de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc. La cotisation minimale sera réduite de moitié et arrondie à l'euro le plus proche, si la terrasse est complètement démontée pendant l'hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12).

- **Pour l'étalage de marchandises ou autres objets, par mètre carré de surface autorisée :**

Taux 5	Par mètre carré de surface autorisée	21,66 €
Taux 6	Avec plancher ou autre dispositif	60,16 €
Taux 7	Cotisation minimale	191,29 €

- **Pour le placement d'une rôtissoire, de chevalets, de présentoirs ou étendards ou les distributeurs automatiques:**

Taux 8	Par objet	98,65 €
--------	-----------	---------

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2024 lors de la première adaptation, en janvier 2025
- I = indice du mois de décembre 2023 (base 2013= 100)

Article 6

Pour le calcul de la taxe, la surface à prendre en considération est celle mentionnée sur l'autorisation.

Lorsque l'autorisation d'occupation du domaine public n'existe pas ou que la superficie mentionnée dans l'autorisation ne correspond pas à la superficie constatée par un fonctionnaire désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins, c'est la superficie mentionnée dans la constatation qui est prise en compte. Elle reste valable jusqu'à preuve du contraire.

La taxe est calculée sur la base de la superficie ainsi constatée, c'est-à-dire le quadrilatère qui circonscrit le groupe d'objets taxables qui occupent le domaine public.

Lorsqu'il y a des paravents, même si ceux-ci dépassent l'alignement de la terrasse ou des marchandises ou objets quelconques, la largeur imposable sera la longueur des paravents. Il ne sera décompté en tout qu'une bande d'un mètre de largeur à titre forfaitaire si l'empiètement sur la voie publique s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement, exception faite cependant dans le cas de l'existence d'un plancher.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

Toutefois, les rôtissoires, chevalets, présentoirs, étendards ou les distributeurs automatiques situés dans la zone imposable de la terrasse ou de l'étalage de marchandises ou autres objets, seront inclus dans le calcul de la surface de la terrasse ou la surface de l'étalage.

Article 7

Sont exonérés de la taxe :

- l'occupation de la voie publique à l'occasion de braderies, foires, kermesses qui figurent au programme des fêtes communales arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, cette exonération ne sera accordée qu'aux commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant l'immeuble où ils exercent habituellement leur activité ;
- le premier chevalet, présentoir ou dispositif portant la carte d'un établissement Horeca à condition qu'il soit placé dans le périmètre d'une terrasse, d'un débit de boissons ou d'un restaurant et pour autant qu'une autorisation ait été donnée par l'Administration communale à cet effet ;
- les distributeurs automatiques de préservatifs

Sont exonérés partiellement ou totalement de la taxe :

- le redevable dont le commerce est situé dans une zone de travaux de réfection effectués en voirie publique et dont l'ampleur perturbe ou empêche l'accès normal au commerce. Celui-ci peut introduire une demande de réduction de la taxe auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réduction est fixée à :

- 50% lorsque la durée du chantier est supérieure à 30 jours calendrier et inférieure ou égale à 90 jours calendrier ;
- 100% lorsque la durée du chantier est supérieure à 90 jours calendrier durant un même exercice fiscal ;
- Pour les chantiers dont la durée chevauche deux ou plusieurs exercices, la réduction sera calculée sur base du nombre de jours calendrier de travaux rattachés à chacun de ceux-ci.

Article 8

La taxe est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique au compte de la Commune. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 11

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 16 décembre 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 20 décembre 2023.


Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 20 december 2023

Voorwerp nr 20 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mevr. Lorraine De Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, Patricia D'hoir, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Claire Geraets, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkoui, Elyass El Yakoubi, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mamadou Bah, Gemeenteraadslid.

**#Voorwerp : Belasting op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden - Aanslagjaren 2024 tot 2028 –
Hernieuwing en wijziging #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de beschikkingen van het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement voor alle 19 Brusselse Gemeenten;

Gelet op de beschikkingen van het politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden;

Gelet op de beschikkingen van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening;

Gezien het raadsbesluit van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 16 december 2020 betreffende het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden, goedgeeft voor de aanslagjaren 2020 tot 2023;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de Gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat de bezetting van het openbaar domein als een bron van overlast wordt beschouwd omdat deze de vlotte doorgang voor voetgangers belemmert;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende, en in overeenstemming met de doelstelling tot de bevordering van het sociale en culturele leven, is het nodig om de bezetting van de openbare weg vrij te stellen van de belasting ter gelegenheid van evenementen voorzien in het programma van de gemeentefeesten in zoverre de handelaren het deel van de openbare weg voor hun handelszaak gebruiken;

Overwegende dat de daling van de opbrengsten als gevolg van hinder door openbare werken moeten worden gecompenseerd door de toekenning van een belastingvermindering, afhankelijk van de duur van de werkzaamheden;

Overwegende dat de vrijstelling voor het eerste stoepbord, verkoopstandaarden of houder met de kaart van een horecagelegenheid, op voorwaarde dat deze binnen de omtrek van een terras, een drankgelegenheid of een restaurant wordt geplaatst en dat het gemeentebestuur hiervoor een vergunning heeft afgegeven, gerechtvaardigd is voor zover de ingebruikname op de openbare weg in kwestie deel uitmaakt van de normale activiteit van deze type inrichting ;

Overwegende dat de vrijstelling voor condoomautomaten gerechtvaardigd is voor zover daarmee een gezondheidsdoelstelling van algemeen belang wordt nagestreefd, namelijk de bestrijding van de verspreiding van hiv ;

Overwegende de noodzaak om de negatieve gevolgen van de inflatie voor de Gemeente, met behulp van een automatische indexerende, zo goed mogelijk te absorberen;

Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 oktober en 5 december 2023 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2024 tot 2028 een belasting gevestigd op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen:

- het uitstellen van koopwaar, tafels, stoelen, banken, terrassen en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg geplaatst;
- braadspitten, stoepborden, verkoopstandaarden of vlaggen van commerciële publicitaire aard op de openbare weg geplaatst;
- de automatische verdelers van producten die kunnen worden gebruikt vanaf de openbare weg.

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- openbare weg: de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden; verkeerswegen, met inbegrip van de bermen en de voetpaden, die voornamelijk bestemd zijn voor het verkeer van voetgangers of voertuigen en voor iedereen toegankelijk zijn; de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- Braadspit: verwarmingskast uitgerust met spitten en bedoeld voor het braden van vlees.
- Stoepbord: installatie dat eenvoudig op de grond wordt geplaatst, enkel- of dubbelzijdig, bedoeld ter ondersteuning een advertentie of informatie (prijzen, acties) en dat kan worden verplaatst (RP)
- Verkoopstandaard: al dan niet roterend rek bedoeld voor de presentatie van koopwaar.
- Vlag: stuk stof bevestigd aan een paal, met het insigne, het symbool, de kleuren van de handelszaak of van een commercieel product
- automatische verdeler: een apparaat dat al dan niet na inworp van munten of gelijk welk betaalmiddel een product afgeeft of een dienst aflevert. Automaten die, ondanks het feit dat ze niet de grond raken, over de openbare weg hangen en op die manier het gebruik van de openbare weg onmogelijk maken, zijn eveneens onderworpen aan de belasting

Artikel 3

§1. Iedere bezetting van de openbare ruimte beoogd door onderhavig reglement is onderworpen aan een voorafgaandelijke vergunning van de burgemeester of de bevoegde gemeenteoverheid.

§2. De toelating blijft geldig tot herroeping of tot de intrekking ervan. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding noch de terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§3. In geval van wijziging van de belastbare grondslag moet een nieuwe aanvraag ingediend worden op de dag zelf of op de eerste werkdag volgend op de wijziging.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid, te rekenen vanaf 1 januari. Bij bezetting van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toelating is de belasting in uitvoering van onderhavig reglement verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de openbare ruimte effectief bezet. Zij is verschuldigd voor het hele jaar en is niet deelbaar wat ook de plaatsingsdatum is van de belastbare objecten op de openbare weg.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting van het lopende jaar is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare grondslag.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 5

De aanslagvoeten op 1 januari 2024 worden als volgt vastgesteld:

- Voor de plaatsing van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen, anders gezegd “de terrassen”, per vierkante meter vergunde oppervlakte:

Voet 1	Per vierkante meter vergunde oppervlakte	21,23 €
Voet 2	Met plankenvloer of andere opstelling en niet gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12)	58,98 €
Voet 3	Gesloten terras	73,13 €
Voet 4	Minimale aanslag	187,55 €

Zijn als “gesloten terras” te beschouwen, de totale vergunde oppervlakte, op gelijk welke manier van de openbare weg afgezonderd en die een gesloten ruimte uitmaken, beschut tegen weer en wind door middel van vaste of beweegbare opstellingen zoals panelen, glazen wanden, rolgordijnen, enz.

De minimale aanslag wordt tot de helft herleid en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, indien het terras volledig is gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12).

- Voor het uitstellen van koopwaren of andere voorwerpen, per vierkante meter vergunde oppervlakte:

Voet 5	Per vierkante meter vergunde oppervlakte	21,66 €
Voet 6	Met plankenvloer of andere opstelling	60,16 €
Voet 7	Minimale aanslag	191,29 €

- Voor de plaatsing van een braadspit, stoepborden, verkoopstandaarden, vlaggen of van automatische verdelers:

Voet 8	Per voorwerp	98,65 €
--------	--------------	---------

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld

- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2024 bij de eerste aanpassing, in januari 2025
- I = index van de maand december 2023 (basis 2013 = 100)

Artikel 6

Voor de berekening van de belasting, is de in beschouwing te nemen oppervlakte, deze vermeld op de vergunning.

Als er geen enkele vergunning is om het openbaar domein te bezetten of als de oppervlakte die in de vergunning staat niet overeenkomt met de oppervlakte die vastgesteld wordt door een door het College van burgemeester en schepenen daartoe aangeduide ambtenaar, wordt de oppervlakte in aanmerking genomen die in de vaststelling vermeld wordt. Deze blijft rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.

De belasting wordt berekend op basis van de aldus vastgestelde oppervlakte, namelijk de vierhoek die de groep van belastbare objecten welke het openbaar domein, afbakent.

Als er windschermen zijn, zelfs als deze breder zijn dan de ruimte van het terras of die door de koopwaren of andere voorwerpen ingenomen wordt, zal de belastbare breedte gelijk zijn aan de lengte van die windschermen. Er zal in het geheel slechts één strook van 1 meter breedte afgetrokken worden, als de openbare weg bezet wordt aan weerszijden van een toegangsdeur tot het gebouw, met uitzondering indien er een plankenvloer ligt.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

Echter, de braadspitten, stoepborden, verkoopstandaarden, vaandels of automatische verdelers die zich bevinden binnen de belastbare ruimte van het terras of die voor de uitstalling van de koopwaren of andere voorwerpen, zullen worden opgenomen in de berekening van de grondoppervlakte van het terras of de uitstalling van de koopwaar.

Artikel 7

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- bezettingen van de openbare weg ter gelegenheid van braderieën, foren, kermissen die op het programma voorkomen van de gemeentefeesten vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, die vrijstelling zal slechts toegekend worden aan de handelaars die gebruik maken van het gedeelte van de openbare weg dat voor het gebouw ligt, waar zij gewoonlijk hun bedrijf uitoefenen;
- het eerste stoepbord, verkoopstandaard of installatie waarop de kaart van een horecazaak is bevestigd, op voorwaarde dat deze binnen de zone van een terras, café of restaurant geplaatst wordt en voor zover het gemeentebestuur er een vergunning voor heeft verleend;
- de automatische verdeelapparaten van condooms;

Zijn gedeeltelijk of volledig vrijgesteld van de belasting:

- de belastingplichtige waarvan de handelszaak gelegen is in een gebied waar herstelwerkzaamheden worden uitgevoerd op de openbare weg en waarvan de omvang de normale toegang tot de handelszaak verstoort of verhindert. Deze kan bij het College van Burgemeester en Schepenen een aanvraag tot belastingvermindering indienen.

De vermindering is vastgesteld op:

- 50% bij werken langer dan 30 kalenderdagen en gelijk aan of minder dan 90 kalenderdagen;
- 100% bij werken langer dan 90 kalenderdagen tijdens eenzelfde aanslagjaar;
- Voor de werken waarvan de duur gespreid is over twee of meerdere aanslagjaren, zal de vermindering berekend worden op basis van het aantal gewerkte kalenderdagen per aanslagjaar.

Artikel 8

De belasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de Gemeente. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

Artikel 9

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 10

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 11

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 12

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2024 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 16 december 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 20 december 2023.

De Gemeentesecretaris,

De wnd Burgemeester-Voorzitter,



David NEUPREZ



Cécile JODOGNE